



HAL
open science

La rébellion peule et la “ guerre pour la terre ”

Jacky Bouju

► **To cite this version:**

Jacky Bouju. La rébellion peule et la “ guerre pour la terre ”. Revue internationale des études du développement, 2020, 243 (3), pp.67. 10.3917/ried.243.0067 . halshs-03940480

HAL Id: halshs-03940480

<https://shs.hal.science/halshs-03940480v1>

Submitted on 16 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

La rébellion peule et la « guerre pour la terre »

Le gouvernement par la violence des ressources agropastorales (Centre Mali-Nord Burkina Faso)

Résumé : Cet article vise à démêler l'enchevêtrement des causes de conflit pour l'accès aux ressources agro-pastorales dans les plaines transfrontalières sous-administrées du Centre-Mali et du nord du Burkina Faso. Dans un contexte de saturation foncière, l'aggravation des conflits entre pasteurs transhumants et propriétaires fonciers a conduit à une contestation violente de l'inégalité des droits d'accès aux ressources agropastorales au sein de la société peule. L'affaiblissement brutal de l'État et l'insurrection djihadiste ont fourni l'occasion aux lignages peuls dominés de s'armer et de se rebeller contre leurs élites. Une forme de « gouvernement par la violence » s'est instaurée qui semble avoir pour enjeu à terme le contrôle des terres arables, des pâturages et de la ressource hydrique.

Abstract: This article aims to unravel the tangle of causes of conflict over access to agro-pastoral resources in the under-administered cross-border plains of central Mali and northern Burkina Faso. In a context of land saturation, the worsening of conflicts between transhumant pastoralists and landowners has led to a violent contestation of the inequality of rights of access to agro-pastoral resources within Peule society. The sudden weakening of the state and the jihadist insurgency provided an opportunity for the dominated Fulani lineages to arm themselves and rebel against their own elites. Hence a form of “government through violence” was brought about that seems to have the control of arable land, grazing land and water resources as its ultimate goal.

Mots clés : saturation foncière, Peul, droits d'accès, ressources agropastorales, conflits
Key words: land saturation, Fulani, rights of access, agro-pastoral resources, conflicts

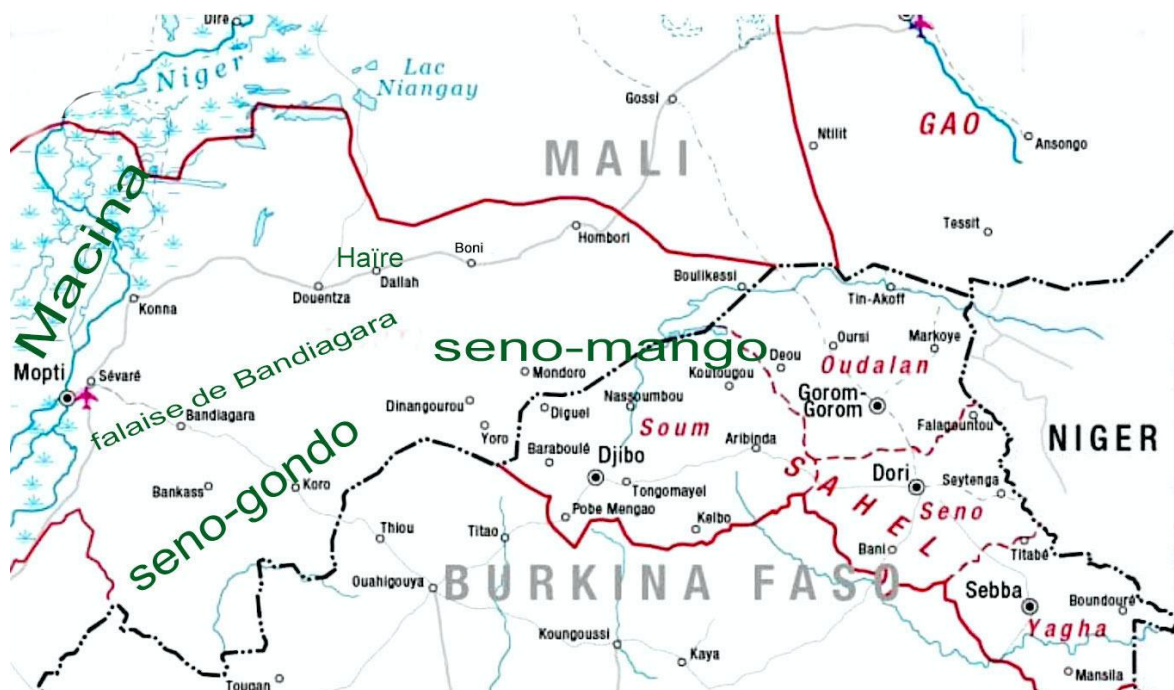
Introduction

Cet article vise à éclairer l'enchevêtrement des conflits pour l'accès aux ressources agropastorales avec les conflits politiques liés à la rébellion peule et à l'insurrection djihadiste dans les plaines sableuses de *Seeno-Gondo* et de *Seeno-Mango* au Centre-Mali et au nord du Burkina Faso. Afin de démêler l'écheveau des causes économiques, identitaires et politiques à l'œuvre, je montre en premier lieu que le contexte de saturation foncière et d'accroissement continu des densités de populations humaines et animales est à l'origine de la fréquence et de l'intensité des conflits locaux. Ensuite, je soutiens que la mauvaise régulation de ces conflits, due à la corruption de la justice et à l'inefficacité des règlements coutumiers, a engendré une frustration profonde, durable et générale qui s'est traduite par un accroissement de la violence et un repli identitaire des populations sédentaires et nomades. Puis, j'explique comment le repli sur la capitale des agents de l'administration, consécutif à l'effondrement de l'État malien en 2012 et celui de l'État Burkinabè en 2014, a créé dans ces régions lointaines sous-administrées une insécurité générale caractérisée par le banditisme, le vol de bétail, la multiplication des groupes armés d'autodéfense communautaires et les attaques djihadistes. Pour finir, je soutiens que la rébellion peule qui sévit actuellement dans ces régions est dirigée avant tout contre les privilèges agro-pastoraux de l'aristocratie traditionnelle Peule convaincue de connivence clientéliste avec les agents locaux de l'État perçus comme

corrompus. Je conclus en indiquant que les récents massacres de centaines de civils peuls par des milices armées dogons et mossis suggèrent que la « guerre pour la terre » a commencé.

1 La crise des modes de production agraires et pastoraux

La zone géographique considérée ici couvre les plaines transfrontalières de *Seeno-gondo*¹ au Centre Mali (Cercles de Bankass, Koro, Douentza) et de *Seeno-mango* au nord du Burkina Faso (région du Soum et de l'Oudalan). Ces plaines sont majoritairement peuplées par des agriculteurs *rimaïbe* qui sont les descendants d'esclaves issus pour la plupart des populations sédentaires locales (Dogons, Mossis, Foulés, Kouroumbas, Sonrhaïs) assujetties par les conquérants Peuls Dicko² de Boni (Mali) et de Djibo (Burkina Faso) au XVII^e siècle. Les descendants des conquérants sont les lignages « nobles » *rimbe* (qui détiennent la chefferie à Boni, Djibo et Baraboulé) et les lignages maraboutiques *Modibaabe* qui pratiquent l'élevage et l'agropastoralisme et qui sont « chefs de terre » *jowro w'en*. L'ensemble de la région est une vaste zone de transhumance très affectée la diminution des aires de pâturage liée à l'extension des terres agricoles et la raréfaction des sources d'eau et des ressources fourragères. Comme les *rimaïbe*, les cultivateurs Dogons, Mossis, Humbeebe, Foulse et Sonrhaïs demeurés libres pratiquent aussi l'agropastoralisme. Tous les cultivateurs pratiquent l'agriculture itinérante sur brûlis du mil et du sorgho. Une technique extensive de culture sous pluie qui a pour inconvénient majeur d'utiliser beaucoup d'espace.



Dans ce mode de production, le domaine lignager est approprié en commun et la main-d'œuvre est principalement familiale. Mais les familles s'agrandissent avec le temps, il est donc nécessaire pour les unités de production d'augmenter régulièrement les superficies

1 Un *seeno* est un pâturage de plaine sèche, sablonneuse, en savane arbustive. Il est recherché pour l'agriculture.

2 Les Dicko sont la branche guerrière des Peuls Diallo. Leur ancêtre commun est originaire de Boni au Mali.

cultivées. Dès lors, pour maintenir la cohésion lignagère, les chefs de famille font ce qu'ils peuvent pour garantir un *ratio* superficie cultivée/membres de la famille acceptable. Le drame est que dans les plaines, les terroirs villageois n'ont plus de réserves foncières. Le manque de terres agricoles est aggravé par les pluies diluviennes qui érodent les sols. Au fil des ans, les temps de jachère ont diminué et la fertilité des sols décré. Mais, l'essaimage villageois et la colonisation de nouvelles brousses sont devenus quasiment impossibles. « Plusieurs régions paraissent menacées de saturation agricole ou sont déjà saturées. Ce phénomène (...) se traduit souvent en termes de conflits » (Barrière et Barrière, 2002 : 63). Dans les villages des agriculteurs sédentaires Dogon, Mossi, Rimaïbe ou Songhaï, la dégradation générale des ressources agropastorales donne lieu à la contestation des relations de pouvoir fondés sur le « tutorat » d'un côté et sur la *diatiguiya* de l'autre.

Le tutorat (Chauveau, 2007) est un rapport social par lequel des « immigrants » défrichent et cultivent un champ dont la récolte leur revient, mais dont la propriété reste aux « autochtones ». Le problème que pose le tutorat est que le contenu exact des droits alloués (don ou prêt de terre) et leur durée ne sont pas précisés. Dans la situation actuelle de saturation foncière, les autochtones cherchent par tous les moyens à récupérer les champs qu'ils ont autrefois prêté/donné aux immigrants en vertu du tutorat. Mais les immigrants installés parfois depuis plusieurs générations, considèrent leur droit de culture comme un acquis et ne veulent pas partir de leur plein gré. De leur côté, les autochtones qui voient leurs patrimoines fonciers fragilisés par la saturation foncière et par la dynamique démographique des descendants de migrants, développent des stratégies de territorialisation³ agressives. Dans le contexte de « course à la terre » qui règne dans toute la région, on assiste ainsi à une multiplication des conflits fonciers entre « autochtones » et « immigrants » (Goff et.al., 2015 : 36).

En ce qui concerne la relation entre pasteurs nomades et agriculteurs sédentaires, leur concurrence pour l'accès aux ressources n'exclut pas des formes de coopération et de relations contractuelles dont la mieux connue est la *diatiguiya*, un accord coutumier, ancien et généralisé dans tout l'ouest africain, qui fondait le droit de vaine pâture permettant au cultivateur de bénéficier de l'amendement naturel des bœufs et au pasteur l'accès aux résidus de la récolte. Mais, aujourd'hui, les relations de dépendance et de clientèle traditionnelles de la *diatiguiya* sont dénoncées par les agriculteurs sédentaires dont les plus riches sont devenus des agro-éleveurs qui épargnent et investissent dans le bétail et qui préfèrent dès lors réserver le pâturage des friches pour leurs propres troupeaux. Mais ce n'est pas la seule raison. À cause du dérèglement climatique, les pâturages subissent une pression prolongée qui entrave leur régénérescence. Alors, les éleveurs transhumants arrivent de plus en plus tôt dans les zones d'accueil des villages sédentaires parfois avant la fin des récoltes et leurs séjours s'allongent aussi (Brottem, 2016 : 562). Enfin, avec l'augmentation des surfaces cultivées, les éleveurs voient rétrécir non seulement les aires de pâtures, mais aussi les corridors de transhumance, *burti*, que doivent suivre les troupeaux pour atteindre les pâturages sans empiéter sur les champs. Dans ce contexte, les occasions de conflits entre pasteurs transhumants et agriculteurs sédentaires sont innombrables et récurrentes. Cependant, au-delà de la compétition pour des ressources agropastorales rares, les enquêtes de l'IMRAP dans les plaines du Seeno-Gondo ont montré que ce sont les défaillances des systèmes locaux de gestion et d'arbitrage qui sont au cœur des conflits fonciers. C'est moins la pression sur les

3 Une tactique d'occupation spatiale et de mise en valeur qui n'a d'autres fin que de faire-valoir des droits sur des ressources foncières (Gonin, 2018)

ressources – inévitable – que l’incapacité à assurer un arbitrage équitable de l’accès aux ressources qui est réellement au cœur de la conflictualité dans les plaines (IMRAP, 2017 : 19).

2 La crise de la régulation locale des conflits

L’incapacité des autorités locales à arbitrer les conflits fonciers est à l’origine de leur récurrence et de leur intensification. Récurrence qui crée une situation de conflictualité permanente qui affaiblit la cohésion sociale des communautés locales (Hugon, 2009). Mais d’autres facteurs, générationnels ou religieux, contribuent à renforcer la conflictualité locale. Dans ce contexte de forte pression foncière, la terre a acquis de la valeur, et pour beaucoup de jeunes « autochtones », la tentation est forte de tirer profit de cette rente. En violation des règles coutumières, il arrive que les cadets sociaux vendent ou louent la terre à l’insu des responsables fonciers reconnus. Ou encore, contre une somme d’argent, ils installent des migrants agricoles, ce qui accélère encore les défriches et le recul des espaces de parcours de transhumance. Une autre source potentielle de conflit tient à la juxtaposition du droit positif à la multiplicité des juridictions coutumières. En effet, dans chaque village coexistent de manière concurrentielle justice coutumière et justice légale qui rend plus difficile la résolution des litiges. Pour beaucoup, les conflits devraient se régler « en famille » : « Les autorités ne peuvent pas résoudre nos problèmes : nous devons nous asseoir en famille pour en parler. C’est la seule manière de résoudre ces problèmes. » (IMRAP, 2017 : 32). Mais aujourd’hui, le règlement des conflits dans le « ventre du lignage » ou « en famille » ne va plus de soi. Pour ne rien arranger, la corruption n’épargne pas les chefs de lignage : « Aujourd’hui les valeurs sociales ont changé. Les anciennes personnes en qui on avait confiance, elles aussi ne disent pas souvent la vérité quand on leur glisse quelque chose [NDLR : de l’argent] Eux-mêmes, souvent, ils ne suivent pas le droit chemin. » (IMRAP, 2017 : 33). Chez les sédentaires dogons des cercles de Bankass et de Koro, le mode traditionnel de régulation des conflits foncier se faisait par l’ordalie, un jugement sur la terre-mère invoquant *Binou*, la divinité fondatrice du clan (Bouju, 1995 : 360). Dans un espace social de croyances partagées, personne n’aurait osé se risquer à soutenir l’adversité jusqu’au jugement ordalique. Mais aujourd’hui, l’hétérogénéité religieuse des villages a rendu cette procédure inefficace. Même si le recours au tribunal reste perçu comme une forme de mépris des coutumes locales, les familles dogons adeptes du pentecôtisme chrétien ou de l’Islam réformé wahhabite⁴ rejettent les procédures coutumières et tentent d’avoir recours à la justice légale pour trancher les différends.

Mais, le recours à la justice légale n’est guère plus probant. Au Mali comme au Burkina Faso, les magistrats locaux sont unanimement accusés de corruption par les paysans et les pasteurs. Considérées de tous temps par l’État malien et par l’État Burkinabè comme lointaines et inhospitalières, les plaines frontalières de Seeno-Gondo et de Seeno-Mango sont restées sous-administrées et sous-développées (Sawadogo, 2019). Il est notoire que les agents de l’État⁵ considèrent l’affectation dans ces régions pauvres comme une situation d’exil intérieur : « Au plan administratif, le Nord en général et le Soum en particulier était perçu comme un ‘centre pénitencier’. Ainsi, quand on démettait un ministre, on l’envoyait au Sahel »⁶. Nommés dans des régions dont ils ne partagent pas le mode de vie ni la langue,

4 Il existe une importante diaspora dogon émigrée à la Mecque qui est à l’origine de l’islam réformé wahhabite adopté par des lignages Dogons à Bandiagara, Koro et Bankass (Thiam, 2017 : 30). Il existe aussi un groupe djihadiste, la Katiba Serma qui était en 2019 dirigée par un dogon Humbeebe du clan Ongoïba.

5 Tout particulièrement les magistrats, les agents des eaux et forêts et les forces de défense et de sécurité.

6 Communication personnelle du Magistrat-colonel Bayala, octobre 2019. Voir aussi, Bayala (2018).

nombre d'agents se sont rendus responsables d'injustices multiples, de racket, voire d'exactions vis-à-vis des paysans et des pasteurs locaux : « Les agents de l'État dans la brousse ne font que s'enrichir sur le dos des populations. Dans tous les postes de contrôle, les gendarmes ne font que racketter les passagers et font subir toutes sortes d'atrocité à ceux qui refuseraient de leur donner de l'argent » (Toukara, 2017). La situation est identique du côté Burkinabè de la frontière : « Les populations de la région burkinabè du Sahel ont une vision négative de l'État. Comme le résume un ancien élu, les gens ont tellement peur des autorités. Ils perçoivent l'État comme une entité chargée non pas de servir, mais de se servir, parfois en usant de la force. » (ICG, 2017 : 8). Dans ces brousses lointaines, la justice légale fait l'unanimité contre elle : « La corruption est institutionnalisée au niveau des services judiciaires [...] Ainsi, les populations n'ont plus confiance en la justice, car c'est bien souvent la raison du plus fort qui l'emporte. » (Kornio, 2015 : 9). « Un juge venu de Kayes ou d'ailleurs ne peut pas trancher de litige de terre ici (...) les problèmes de champs, il ne pourra pas dire qui a tort, qui a raison. [...] C'est un cas général au Mali : les problèmes de terre n'ont jamais eu une solution finale en justice. » (IMRAP, 2017 : 33-34). Dans les localités en conflit, la « raison du plus fort » prend appui sur des connivences d'intérêts entre les magistrats locaux, la chefferie coutumière et des politiciens du pouvoir central : « Les fonctionnaires font n'importe quoi en tablant sur l'ignorance de la loi par la population. C'est pour cela, toutes les terres au Centre sont vendues à des étrangers qui ne sont mêmes pas de la localité. C'est là le fond des problèmes que beaucoup de personnes ne savent pas. Des Bamakois partent acheter des milliers d'hectares de terre et interdisent les populations locales de faire paître leurs animaux alors qu'ils (les animaux) meurent de faim. Mais on n'accepte cela que lorsque l'on n'a pas les moyens ; c'est la terre de leurs ancêtres avant tout. » (Toukara, 2019). La « raison du plus fort » est presque toujours défavorable aux Peuls. Cette situation, à la fois générale et ancienne, a engendré un sentiment d'injustice profonde et un ressentiment durable contre les représentants de l'État.

2.1 L'inégalité des droits d'accès aux ressources agro-pastorales

La conflictualité foncière quasi-permanente et l'incapacité à la réguler ont eu pour effet délétère d'exacerber les tensions sur l'inégalité des règles d'accès aux ressources agro-pastorales. Chaque année, la transhumance conduit les pasteurs du Seeno-Mango et du Seeno-Gondo vers les bourgoutières du Macina. La traversée du fleuve Niger était l'occasion des grandes fêtes du *yaaral* et du *degal*, mais elle était aussi l'occasion pour les *Jorow'en* détenteurs des droits de pâturage de percevoir des taxes de passage. Les bergers *djelgobé* et *Diallobé* qui n'ont ni autorité, ni droit de propriété dans le Delta du Macina sont à la merci des *Jorow'en* qui se « comportent comme des marchands d'herbe » (Barrière et Barrière, 2002 : 34). Ils ont l'impression de « ne pas avoir de droits » ou de « ne pas être traité comme les autres » face aux propriétaires de la terre (Brossier et al., 2018 : 23). De part et d'autre de la ligne de fracture de classe entre propriétaires de la terre et immigrants ou entre agriculteurs sédentaires et pasteurs transhumants, les communautés dominées partagent un sentiment d'injustice et d'impuissance face à des règles qu'elles perçoivent à tort ou à raison comme inévitables ou inégalement appliquées. Mais, dans le Haïre et le Soum, les sécheresses des années 80 et 90 ont aussi créé des situations d'incohérence statutaire transformant (économiquement) l'esclave en Maître et inversement. En effet, pour survivre, des lignages *Djelgobé* et *Diallobé* ont été contraints de vendre le reste de leur cheptel à de riches hommes d'affaires. Ayant perdu leurs troupeaux, ils sont devenus les gardiens des troupeaux de fonctionnaires civils ou militaires ou de commerçants. Devenus de simples « travailleurs de la transhumance », ces lignages nomades se sont paupérisés (*Ibid.*). Par contre, les cultivateurs

rimaïbe ont mieux résisté aux sécheresses que leurs « maîtres » éleveurs. Nombre d'entre eux ont pu réinvestir les revenus de l'agriculture dans l'achat de cheptels. De telle sorte, qu'il n'est pas rare aujourd'hui de trouver des *rimaïbe* possédant davantage de tête de bétails que leurs anciens maîtres *rimbe*. Parfois même, ces derniers se louent comme gardiens des troupeaux de leurs anciens esclaves *rimaïbe*. Les lignages maraboutiques *Modibaabe* qui tiraient leurs richesses et leur prestige de l'exploitation de leurs terres par les *rimaïbe* n'admettent pas cette révolution des rôles économiques qui met en question leurs privilèges fonciers. Frustrés, ils s'érigent en défenseurs de l'ordre ancien, estimant que la gestion des ressources pastorales devrait demeurer l'apanage des nobles *rimbe* et que les *rimaïbe* devraient rester confinés à l'exploitation pour leur compte des ressources agricoles. À la frustration des « nobles », s'oppose la frustration des groupes dominés fondé sur l'inégalité d'accès aux ressources agropastorales. Dans une grande partie de la population pastorale, ces injustices ont nourri des frustrations profondes et durables vis-à-vis des notables de l'aristocratie peule *rimbe* et de leurs alliés politiques agents locaux de l'État (Benjaminsen et Ba, 2009).

3 Un contexte politique national délétère

Cette situation de crise et de frustrations statutaires consécutive au bouleversement des rapports sociaux de production pastorale allait trouver un exutoire inattendu avec d'une part, la déroute de l'État Malien en 2012 dans sa lutte contre le djihadisme et d'autre part, l'effondrement en 2014 du régime politique de Blaise Compaoré au Burkina Faso. À la suite du coup d'État mené à Bamako par le Capitaine Sanogo, les forces de défense et de sécurité (FDS) et les autorités administratives ont déserté la région de Mopti. Le vide sécuritaire créé par le départ massif des agents de l'État a laissé le champ libre aux groupes djihadistes venus du Nord, aux trafiquants d'armes et aux bandes armées spécialisées dans le vol de bétail. « Maintenant que l'administration n'est plus là, il n'y a plus de sécurité. C'est donc l'occasion de se rendre justice... C'est comme ça que les conflits entre les communautés se renforcent. Les gens ont pris des armes... Maintenant qu'il n'y a plus de garde ni de gendarme, de commandant non-plus ; même si le juge me convoque, je ne pars pas et personne ne vient me chercher car là où je suis [...] ma zone est en insécurité totale. » (IMRAP, 2017, note 52 : 45). La violence privée s'est généralisée, les groupes d'auto-défense communautaires se sont multipliés aggravant la fragmentation sociale tout en favorisant la régénérescence des identités ethniques. Pour assurer leur sécurité et protéger leurs troupeaux des *Terere* (les voleurs de bétail), des groupes de jeunes bergers peuls (les *ruga*) se sont formés sur les différentes pistes de transhumance pour assumer des fonctions de police à la place des forces de l'ordre régulières » (Thiam, 2017). Mais les Peuls, n'ont pas été les seuls à s'organiser pour se protéger, les Dogons du Seeno-Gondo et les Mossis au nord du Burkina Faso firent de même. Dans les deux pays, le niveau d'insécurité général était devenu tel que toutes les communautés locales ont constitué des milices armées d'auto-défense sur une base communautaire contribuant ainsi à l'aggravation violente des conflits fonciers locaux. « Le recours aux autorités traditionnelles a été écarté au profit du recours aux acteurs en armes. » (*Ibid.*) Le recours à la violence, individuelle ou communautaire, pour régler un différend ou pour contester ou renverser une décision de justice incomprise ou jugée injuste est devenu de plus en plus répandu. Au Burkina Faso, pour faire face à l'insécurité locale consécutive à la crise de 2014 une organisation d'autodéfense mossi, les *koglweogo*, « les gardiens de la brousse », s'est progressivement implantée dans la plupart des régions du pays⁷. Ce processus

⁷ À l'exception du grand Ouest et de la région des Cascades au sud où les sociétés locales s'appuient les

s'est accompli avec la bénédiction de l'État, incapable d'assumer l'essentiel de ses fonctions régaliennes. Contrôlée par la chefferie coutumière mossi, adouée par le *Moro Naba*, financée et soutenue par des personnages importants, la milice armée des *koglweogo* est quasiment devenue un État dans l'État. Au Mali, la milice armée dogon *Danna Ambassagou*, « les chasseurs confiés à Dieu » a pris le contrôle de la plaine du Seeno-Gondo avec le soutien des militaires maliens (FAMA). À plusieurs reprises, cette milice s'est illustrée en prônant l'éradication des Peuls et en conduisant des attaques aveugles contre des civils peuls des cercles de Bankass et de Koro dans le Seeno-Gondo (Toukara, 2017). Le « gouvernement par la violence » (Grajales, 2016) des conflits locaux s'est généralisé.

3.1 L'attaque du village de Sari

Le cas du village de Sari est exemplaire de l'ensemble des processus que nous venons d'évoquer. Le 22 mai 2012, un groupe armé dogon a attaqué ce village peul situé dans le Seeno-Gondo entre la ville de Koro et la frontière du Burkina Faso. L'affaire commence avec un banal conflit de couloir de passage pour le bétail, bloqué par l'agriculture. Ce conflit avait été jugé depuis plusieurs années par le tribunal de première instance de Koro et par la cour d'appel de Sévaré. Les jugements ont été rendus en faveur des Peuls qui sont reconnus comme les premiers arrivés dans la région, En effet, Sari a été fondé par les Peuls avant la *Dina* de Cheikou Amadou, donc bien avant que les Dogon ne descendent de la falaise dans la plaine de Seeno-Gondo. Au fil du temps, la population Dogon a augmenté et les villages se sont étendus et ont essaimé. Les cultures dogons se sont étendues jusqu'à ce qu'elles commencent à bloquer le mouvement des pasteurs et l'accès aux pâturages. Bien que jugé légalement, le différend n'a pas été résolu car les Dogons avaient des liens étroits avec des politiciens et des officiels du gouvernement. En 2012, deux mois après le retrait des autorités de l'État, la violence a éclaté⁸. Pendant l'attaque, le chef du village de Sari a appelé à l'aide le chef Peul Dicko de Boni, qui est le chef suprême de toute cette région du Seeno-Gondo, mais celui-ci a refusé d'intervenir. En effet, Boni était alors occupé par le MNLA⁹ auquel le chef de Boni était politiquement allié. Dans les plaines, ce refus de l'aristocratie *rimbe* de venir au secours des *rimaibe* de Sari a été perçu comme une trahison qui a renforcé les clivages existant entre l'aristocratie peule et ses cadets sociaux.

4 L'appel à l'insurrection de deux entrepreneurs politiques remarquables

Dans cette période trouble, deux figures remarquables d'entrepreneurs politiques vont tenter d'incarner un modèle politique en rupture avec l'ordre peul ancien : Hamadoun Kouffa¹⁰ au Centre Mali et Ibrahim Malam Dicko¹¹ au Nord du Burkina Faso. Au Macina, Hamadoun Kouffa est un « réciteur » du Coran de tradition *qaddiriya*, réputé sollicité et admiré pour son éloquence (Thiam, 2017 : 34). Pendant plus d'une décennie, il a circulé dans la région de Mopti pour prêcher. La diffusion de ses prêches dans des cassettes et par la téléphonie mobile lui a constitué une large audience de fidèles. La contagion des thèses de Kouffa atteint le Soum où Malam Ibrahim Dicko crée en 2012, une école coranique et une association pour la

chasseurs dozos. On estime qu'il y a environ 4.400 associations *koglweogo* disséminées à travers le Burkina.

8 selon les personnes interrogées, 350 huttes ont été brûlées, 774 bêtes enlevées et 21 villageois tués avec plusieurs blessés. De leur côté, des Dogons ont été blessés et un a été tué (Benjaminsen et Ba, 2018 : 14-15).

9 Mouvement National de Libération de l'Azawad.

10 Voir la remarquable biographie de Kouffa faite par Adam Thiam (Thiam, 2017).

11 Voir la biographie de Malam Dicko dans les articles de Morgane Le CAM (2017), Mc Gregor (2017) et ICG (2017).

promotion de l'islam *Al-Irchad*. Mais, c'est aussi grâce à ses prêches diffusés sur les ondes de deux radios locales, La Voix du Soum et La radio Lutte contre la désertification (LRCD) qu'il s'est fait connaître. Kouffa et Dicko délivrent le même message contestataire. Leur critique politique se cristallise sur les privilèges économiques de l'aristocratie peule *rimbe* et sur les rentes de situation des familles maraboutiques *modibaabe*. Ces derniers n'apprécient guère la critique, mais elle séduit les cadets sociaux, les *rimaibe* et les lignages nomades pauvres. Tous deux dénoncent aussi la complicité des élites peules avec les représentants de l'État afin de mieux exploiter les catégories sociales dominées. Ils incitent leurs fidèles à s'affranchir du joug des castes dominantes et appellent à la construction d'une société égalitaire affranchie de toute classe sociale. La dénonciation de l'État dans la distribution des services sociaux de base (éducation, eau, santé) et dans la corruption de la justice revient régulièrement dans leurs prêches. En 2012, Kouffa combat dans le nord du Mali avec le leader touareg Iyad Ag Ghali qui dirigeait le groupe terroriste *Ansar-Dine*, allié au MUJAO. De son côté, Dicko se radicalise et part en 2012 rejoindre la rébellion au Nord Mali où il est arrêté en septembre 2013 par l'armée française et remis aux autorités maliennes. Il est emprisonné à Bamako jusqu'à ce qu'il soit relâché en 2015, contre une forte amende. C'est alors qu'il rencontre son mentor Kouffa qui réapparaît à la tête du Front de Libération du Macina devenue la *katiba*¹² Macina, affiliée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, le GSIM¹³ une coalition de groupes djihadistes maliens. Fin 2016, Dicko se radicalise et crée son propre groupe djihadiste *Ansaroul-Islam*. À l'instar de Kouffa, Dicko a fait de l'islam radical un référent politique de protestation, un support idéologique pour contester l'ordre d'une société peule figée et inégalitaire (ICG, 2017 : 5). Perdant alors la plupart de ses adeptes locaux dans le Soum, il part au Mali accompagné d'un cercle restreint de fidèles¹⁴ pour rejoindre le maquis de Kouffa dans la forêt de Mondoro dans la plaine frontalière de Seeno-Gondo.

5 La rébellion peule

À la suite de la débandade militaire et administrative de l'État malien, les rebelles Touaregs du MNLA ont occupé en 2012 les villes de Douentza et Boni dans le Haïre (Sangaré, 2016). Craignant la restauration d'une hégémonie touarègue¹⁵ dans la région, les communautés nomades peules (surtout les peuls *Toleebé* du Niger et les *Jelgoobé* du Burkina Faso) ont cherché le soutien du MUJAO¹⁶ pour s'armer et se constituer en milices d'autodéfense *ruga*.¹⁷ « Au moment de l'occupation de la zone par le MNLA, les Touaregs nous ont fait souffrir. Ils

12 Une *katiba* est un groupe armé djihadiste.

13 Le GSIM ou JNIM (*Jamaat Nustrat wal Islamiya wa Muslimina*) fait partie d'une coalition plus large liée à AQMI (Al-Qaeda au Maghreb islamique), se compose de plusieurs factions jihadistes, y compris les groupes connus auparavant sous les noms d'Ansar-dine, d'al-Mourabitoune et de Front de libération du Macina (FLM). Il est dirigé par Iyad ag Ghali, un touareg malien.

14 Fin 2016, des rumeurs circulent selon lesquelles le groupe de Malam propose 70000 francs CFA (107 euros) par semaine pour venir s'entraîner au Mali. Le salaire minimum au Burkina Faso est de 33000 francs CFA par mois (50 euros).

¹⁵ Il existe une rivalité très ancienne entre pasteurs Peuls et pasteurs Touaregs (*Imghads* et *Daoussaaks*) dans le Liptako-Gourma et dans le Seeno-Mango.

16 Le MUJAO (Mouvement de l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest) qui représentait une des deux composantes de Al-Mourabitoune, a cessé d'exister formellement depuis l'allégeance prêtée à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) en mai 2015 par son ancien porte-parole, Adnan Abou Walid al-Sahraoui (Assanwo et al., 2019, note 3 : 24). L'AQMI et l'EIGS visent la conquête du pouvoir d'État, à tout le moins un changement radical du modèle institutionnel.

17 L'affaire de Sari est considérée par beaucoup comme la raison qui a poussé de nombreux pasteurs dans les camps d'organisations djihadistes du MUJAO.

nous ont interdit l'accès à des pâturages dans la brousse, de cultiver nos champs et ont tué un de mes cousins en violant également sa femme. (...) C'est ce qui m'a motivé à identifier des bras valides dans ma zone pour les amener à s'entraîner dans les camps du MUJAO à Gao. (...) Je tiens à préciser que nous n'avons pas pris les armes pour attaquer l'État malien mais pour nous défendre contre nos ennemis. C'était dans le but de l'autoprotection (...) Notre association est loin d'être une organisation terroriste. » (*Ibid.* : 9). Dès septembre 2012, le MUJAO chassa le MNLA et prit le pouvoir à Douentza, Boni et Hombori. Une fois installé au pouvoir, le MUJAO a joué avec habileté des clivages intracommunautaires locaux pour soutenir la subversion. De leur côté, les peuls contestataires en ont profité pour s'armer afin de rééquilibrer les pouvoirs à leur profit au sein de la hiérarchie peule (Tobie, 2017 : 13). Dès lors, l'élite de l'aristocratie peule s'est retrouvée seule face à la contestation violente de ses privilèges par les éleveurs pauvres et les *rimaïbe*. En 2015, avec l'effondrement du régime de Blaise Compaoré au Burkina Faso, la rébellion peule s'est propagée dans le Soum et l'Oudalan. Dans le Soum, l'insurrection organisée par *Ansaroul Islam* s'appuie principalement sur la fractures de classe entre les « maîtres » (les familles nobles *rimbe* qui détiennent la chefferie politiques *Wehebe*¹⁸ et le pastoralisme nomade *Seedoobe* et les familles maraboutiques *Modibaabe* qui détiennent le monopole de l'autorité religieuse) et les « sujets » (les cultivateurs *rimaïbe* descendants d'esclaves exploités économiquement et exclus du pouvoir politique et de l'autorité religieuse (ICG, 2017).) Dans le Haïre et le Seeno-Gondo, les organisations djihadistes du MUJAO, puis de la katiba Macina et d'Ansaroul-Islam, ont su exploiter la soif de justice et le sentiment d'insécurité qui régnaient pour consolider leur emprise locale. Ils sont allés dans les campements et les village rendre « justice », prêcher contre la corruption des pouvoirs locaux et la prédation des agents des Eaux et forêts de l'État, condamnant les abus des élites peules accusées de collusion avec les agents de l'administration. Cette stratégie intelligente, fondée sur une interprétation du Coran promouvant des idéaux de justice et d'égalité sociale, répond aux attentes concrètes des catégories sociales frustrées tout en les reliant à un idéal religieux. En 2016, les peuls contestataires du Haïre et du Seeno-Mango se sont vengés de la trahison de Sari en attaquant l'aristocratie *rimbe* au pouvoir à Boni (Thiam, 2017 : 14).

Libérés de leur assujettissement à l'aristocratie, la première cause des rebelles va être la dénonciation des inégalités d'accès aux ressources agropastorales. En s'alliant aux djihadistes, les « hommes de la brousse » *yimbe ladde*¹⁹, les bergers armés *rimaïbe* Diallobe et Djelgobe vont changer à leur avantage les termes des échanges économiques avec les *jowro'en* et les autres grands lignages d'éleveurs peuls sédentarisés qui contrôlent l'accès aux riches pâturages du delta intérieur du fleuve Niger (Thiam, 2017). « (...) avant l'implantation des jihadistes dans le centre du Mali, un seul *jowro* pouvait s'accaparer plus de 100 ha et les distribuer à sa guise au plus offrant. Mais (...) les choses ont changé, parce qu'un *jowro* ne peut rien faire de contraignant (...) comme exiger le paiement abusif des redevances foncières (*coongi*) ou l'accaparement des terres par les *jowro'en* en complicité avec les agents de l'État » (Brossier et al., 2018 : 24). Puisque « la terre et la pluie n'appartiennent qu'à Dieu », les bergers armés et leurs alliés djihadistes contestent la propriété lignagère des pâturages « dont les droits historiques d'exploitation conjointe par une pluralité d'acteurs ne sont plus garantis, du fait de leur accaparement de facto ou de jure » (Poudiougou et Zanoletti, 2019).

18 Les nobles *rimbe* descendent des deux fils du fondateur Hali Dicko : les descendants du cadet Boula Hali (chefferie de Djibo et de Tongomayel) et les descendants de l'aîné Boldi Hali (chefferie de Baraboulé). Il a toujours existé de fortes rivalités entre les 2 kandido Dicko, malgré l'éminence proclamée par le chef de Baraboulé.

19 *yimbe ladde* « les hommes de brousse » est l'expression en langue fulfulde pour traduire « djihadistes ».

Aujourd'hui, les bergers armés de kalachnikovs contraignent les *jorow'en* à laisser passer les troupeaux dans le delta tout en leur refusant le paiement des droits coutumiers.

L'autre grande cause des rebelles *rimaïbe* est la contestation de la gouvernance par la violence des représentants locaux du pouvoir étatique, le « pouvoir noir »²⁰ *Sambe ballèbe* avec lequel leurs élites étaient en rapports clientélistes (Brossier et.al., 2018 : 28). Un pasteur Peul de Boni interrogé par Boukari Sangaré (2016 : 6) déclarait : « (...) Le seul sentiment qui nous anime est que nous pouvons nous libérer du joug de la domination de nos élites. Nous avons depuis longtemps été soumis à toutes les formes d'exploitation par l'administration en complicité avec nos élites (...) La crise de 2012 nous a éveillés, nous pasteurs nomades. Après la reconquête, l'armée a commis des crimes sur des pasteurs nomades et on nous a extorqués beaucoup d'argent. C'est pourquoi beaucoup d'entre nous se trouvent en brousse avec des armes en train de sensibiliser les nomades à rester engagés et vigilants. » (*Ibid.*). Pour eux, seuls les djihadistes, les « hommes de la brousse » peuvent s'opposer à toutes les formes d'injustice et mettre un terme au « pouvoir noir » *Sambe ballèbe*. Les combattants rebelles cachés dans les forêts du Seeno-Mango s'attaquent aux symboles et aux représentants de l'État, notamment les forces de défense et de sécurité et les agents des eaux et forêts, mais aussi les élus locaux, les enseignants²¹ ou les chefs traditionnels et religieux. Les insurgés vivent en symbiose avec les trafiquants et surtout les voleurs de bétail originaires de la zone qui négocient leur butin avec eux. « Notre groupe n'est pas impliqué dans les trafics. Mais sans les trafiquants, on ne peut pas rester en brousse. Ils nous fournissent vivres et médicaments. » (Ancien membre du JNIM, Boni, Mali, 17/12/18)²². De fait, l'économie locale s'est entièrement réorganisée autour des trafics illicites en tous genres qui permettent aux groupes extrémistes violents de s'approvisionner en bien de consommation (aliments, médicaments) en moyens opérationnels (armes, munitions, motos, pièces détachées, carburant) et moyens de communication (téléphones, cartes de recharge ou crédits de communication) et de générer des ressources financières à travers la vente de bétail volé ou le contrôle des zones d'orpillage (Assanvo, et.al., 2019 : 9). Aujourd'hui, le trafic transnational de bovins volés est devenu la principale source de financement des groupes armés de la sous-région. « Selon un chef de groupe d'autodéfense appartenant à la communauté dogon, interrogé dans la zone de Mondoro (...) plus de 1500 vaches, des troupeaux de moutons ainsi que de chèvres et plus de 60 chameaux ont été enlevés seulement au cours de l'année 2018 (...) Au Burkina, à la date du 31 juillet 2019, ce seraient plus de 12000 bovins, plus de 3000 petits ruminants et une cinquantaine de camelins qui auraient été signalés volés dans les provinces de l'Oudalan et du Soum (région du Sahel) » (*Ibid.* note 40 : 25).

Conclusion

Au Mali et au Burkina Faso, les conflits entre pasteurs transhumants et agriculteurs sédentaires sont perçus comme intercommunautaires, car la division du travail rural reste globalement conforme à l'héritage historique où l'élevage est l'activité principale des Peuls et l'agriculture itinérante sur brûlis l'activité principale des populations sédentaires. Dès lors, la spécialisation des activités économique tend à coïncider avec l'origine ethnique des exploitants, d'où le caractère apparemment « ethnique » des conflits entre éleveurs et agriculteurs par exemple. Néanmoins, nous avons montré que la question identitaire²³ est

20 par allusion aux Bambaras et aux Dogons, considérés comme complices du pouvoir central de Bamako.

21 Plus de 2000 écoles sont fermées au Burkina, 750 au Mali (Assanvo et.al., 2019: 7)

22 Assanvo et.al. (2019: 9)

23 Sur la construction de l'identité peule, en complémentarité ou en opposition à la culture mandingue, voir

secondaire par rapport à la crise des modes de production traditionnels et à l'inégalité d'accès aux ressources foncières et agro-pastorales. Dès lors, la récurrence des conflits fonciers non réglés et le vide sécuritaire et administratif consécutif à la crise de l'État ont engendré partout de profondes frustrations et un repli communautaire qui s'est traduit par la formation de milices armées. Dans la société peule, la contestation des privilèges statutaires et surtout de la distribution inégale des ressources pastorales auxquelles elle donne accès ont été un puissant facteur de motivation des jeunes issus des groupes dominés à rejoindre les groupes djihadistes locaux (Sangaré, 2016 : 11 ; de Bruijn et Both, 2017). Mais le repli communautaire s'accompagne aussi de la construction imaginaire de boucs émissaires considérés comme la cause de tous les problèmes. Dès lors, les Peuls sont considérés *a priori* comme des djihadistes, des pro-djihadistes ou des complices des djihadistes, alors que les populations peules sont autant victimes du djihadisme que les autres communautés. Dans toute la région, l'accès aux ressources agro-pastorales, au bétail et à la terre, est l'objet d'une violence extrême exercée autant par les milices d'autodéfense communautaires que par les groupes djihadistes. Le vol de bétail est d'une ampleur sans précédent : « Ces trois dernières années, les différents groupes armés qui opèrent en pays dogon et dans les cercles de Djenné et Macina en auraient extrait quelque 20000 têtes de bétail, parfois exportées jusqu'en Mauritanie, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire. Les gains réalisés lors de leur revente sont réinvestis dans l'achat d'armes, ou blanchis par leur monétisation directe. Une autre pratique consiste à échanger les bêtes volées contre d'autres animaux « propres », qui sont réintroduits dans les troupeaux. L'acquisition coercitive du bétail, plutôt que l'« assainissement ethnique », explique largement l'escalade de la violence à laquelle on assiste dans le centre du Mali. » (Poudiougou et Zanoletti, 2019). Mais au-delà de la captation du bétail, il se pourrait que les violences « intercommunautaires » au centre Mali et au nord du Burkina Faso aient pour finalité principale l'acquisition coercitive des ressources foncières. Après l'attaque du village de Sari par les *dozos* dogons, une forme de « gouvernement dans la violence » des conflits fonciers s'est progressivement banalisée dans les *seeno* au Mali et au Burkina Faso. Ainsi, à la mi-avril 2018, Étienne Poudiougou le maire de Koporona, village dogon situé à 32 km de Koro, a ordonné à « tous les peuls » de quitter sa commune dans les 48 heures. À plusieurs reprises, les chefs peuls ont accusé les milices dogons d'utiliser la lutte contre le terrorisme comme prétexte pour déloger les Peuls des terres fertiles qu'ils occupent afin de s'y installer. Le 1^{er} janvier 2019, un pic de violence a été atteint au Burkina Faso avec le massacre à Yirgou²⁴ de plus d'une centaine de villageois Peuls par une milice *koglweogo* Mossi. Le 23 mars 2019, près de Bankass dans le Seeno-Gondo, la milice dogon *Danna Ambassador* a procédé au massacre le plus meurtrier depuis le début de la guerre civile malienne en tuant au moins 160 personnes du village peul d'Ogossagou²⁵. Au-delà du terrorisme djihadiste, le foncier est au cœur du gouvernement « dans la violence » qui s'est installé dans les plaines du centre Mali et du nord Burkina²⁶. Il se pourrait même que la violence des groupes extrémistes « ait pour enjeu à long terme le contrôle des terres arables, des pâturages, de la ressource hydrique. » (*Ibid.*) En Afrique de l'Ouest, la « guerre pour la terre » a commencé.

Mirjam de Bruijn et Han van Dijk, Peuls et Mandingues : dialectiques des constructions identitaires, Khartala, Paris, 1997.

24 Le gouvernement n'a toujours pas actualisé les chiffres officiels de 49 morts, 60 disparus et 6103 personnes déplacées.

25 Au moins 160 personnes auraient été tuées. Source : Amadou Diallo, Amadou Diallo, conseiller municipal de Bankass.

26 En octobre 2019, le Centre Mali dénombrait 200000 déplacés internes et le Burkina Faso 486000 déplacés internes.

Bibliographie

- ASSANWO W., DAKONO B., THEROUX-BENONI L.-A. et MAÏGA I. 2019, « Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma ». Rapport sur l'Afrique de l'Ouest 26 -ISS. 28 pages.
- BAGAYOKO N., et. al., 2017, « Gestion des ressources naturelles et configuration des relations de pouvoir dans le centre du Mali: entre ruptures et continuité ». The Brokeronline. [En ligne] <https://www.thebrokeronline.eu/sahel-watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-mali/>
- BAYALA J.-P., 2018, « Dès 2012, des études avaient démontré que le Burkina était sous menace comme le Mali ; mais on a négligé les conclusions », Lefaso.net. <https://lefaso.net/spip.php?article85851>.
- BENJAMINSEN T.A. et BA B., 2019. Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation, *The Journal of Peasant Studies*, 46:1, 1-20, DOI: [10.1080/03066150.2018.1474457](https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457)
- , 2009. « Farmer-Herder Conflicts, Pastoral Marginalisation and Corruption: A Case Study from the Inland Niger Delta of Mali ». *The Geographical Journal*, 175.1: 71-81.
- BOUJU J. 1995, « Fondation et territorialité. Instauration et contrôle rituel des frontières (Dogon Karambé, Mali) », in Daniel Dory et al. (éds), *La construction religieuse du territoire*, L'Harmattan, Paris : 352-365.
- BROSSIER M., et al., 2018, *Relations de pouvoir locales, logique de violence et participation politique en milieu peul (région de Mopti)*, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, UQAM : Montréal.
- BROTTEM L. 2016. « Environmental Change and Farmer-Herder Conflict in Agro-Pastoral West Africa ». *Human Ecology*, 44.5: 547-563.
- CHAUVEAU J.-P. 2007. Transferts fonciers et relation de "tutorat" en Afrique de l'Ouest : évolutions et enjeux actuels d'une institution agraire coutumière, *Journal des Sciences Sociales*, 2007, (4) : 7-32.
- DE BRUIJN M. et BOTH J. 2017. "Youth Between State and Rebel (Dis)Orders: Contesting Legitimacy from Below in Sub-Sahara Africa" *Small Wars & Insurgencies*, 28. 4-5: 779–798.
- GOFF D. DIALLO M., URSU A-E. 2017, « Sous le microscope : les systèmes de justice coutumiers dans le Nord du Mali ». Rapport de la CRU. Institut Clingendael
- GONIN A. 2018, « Concurrences spatiales, libre accès et insécurité foncière des éleveurs (sud-ouest du Burkina Faso), *Les Cahiers du Pôle foncier*, n° 20.
- GRAJALES J. 2016, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Karthala : Paris.
- HUGON P. 2009, « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », *Hérodote*, (3) 134 : 63-79. Disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2009-3-page-63.htm>
- IMRAP, 2017. « Analyse locale des dynamiques de conflit et de résilience dans la zone de Koro-Bankass » Interpeace [En ligne] <https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2017/06/2017-Interepeace-IMRAP-Portraits-Croisés-Koro-Bankass.pdf>
- I.C.G. 2017, « Nord du Burkina Faso : ce que cache le djihad », Rapport n° 254. [en ligne] <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-fasos-north>
- KORNIO O. 2015, « Les conflits communautaires et les mécanismes de médiation et de réconciliation au Mali », Policy Paper, Friedrich Ebert Stiftung, Bamako.
- Le CAM M. 2017, « Comment est né Ansaroul Islam, premier groupe djihadiste de l'Histoire du Burkina Faso », *Le MONDE Afrique*, Publié le 11 avril 2017 à 13h11.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/11/comment-est-ne-ansaroul-islam-premier-groupe-djihadiste-de-l-histoire-du-burkina-faso_5109520_3212.html.

Mc GREGOR A., 2017, "Islamist Insurgency in Burkina Faso: A Profile of Malam Ibrahim Dicko", *Aberfoyle International Security*. <https://www.aberfoylesecurity.com/?p=3908> .

POUDIOUGOU I. et ZANOLETTI G., 2019, « Le centre du Mali angle mort de l'intervention française ? [en ligne] <https://aoc.media/analyse/2019/04/24/le-centre-du-mali-angle-mort-de-linterventionfrancaise/>

SANGARÉ B. 2016, « Le Centre du Mali : épicerie du jihadisme ? » Note d'analyse du GRIP (Bruxelles).

SAWADOGO R. 2019, « Extrémisme violent dans le Soum (Burkina Faso) : du délaissement de l'État à la radicalisation », *Cenozo*, 21/01/2019. [en ligne] <https://cenozo.org/pt/articles/122-extremisme-violent-dans-le-soum-burkina-faso-du-delaissement-de-l-etat-a-la-radicalisation>

THIAM A. 2017, « Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée ». Centre pour le dialogue humanitaire / Institut du Macina. [en ligne] <https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/centre-du-mali-enjeux-et-dangers-dune-crise-negligee.pdf>

TOBIE A. 2017, Le Centre Mali : Violences et instrumentalisation croisées. SIPRI Insights on Peace and Security. 2017/5. [En ligne] https://www.sipri.org/sites/default/files/2017-12/sipriinsight_1712_mali_3_fra_1.pdf.

TOUNKARA A. 2019, « L'émergence de groupes d'autodéfense au Centre du Mali : violence et déficit de l'État », [en ligne], 04/02/2019. Carnet de recherche « contre-discours radical », Open Édition Hypothèse : https://cdradical.hypotheses.org/1114#_ftnref6.

TOUNKARA A., 2017. « Hiérarchisation ethnique et extrémisme violent au centre du mali. Vers une nouvelle rébellion dans un contexte d'insécurité généralisée », [en ligne] Carnet de recherche « contre-discours radical », Open Édition Hypothèse : <https://cdradical.hypotheses.org/538>.